

L'attente est dure. Pour Swiss et toute la Suisse

- 08.07.2020

- 24 Heures Lausanne

Transport aérien Épreuve de patience Le président d'Aerosuisse, Thomas Hurter, rappelle la nécessité d'une décision allemande rapide pour sauver la filiale helvétique de Lufthansa. De retour lundi soir de Berlin, le chef du Département fédéral de l'économie, Guy Parmelin, a retenu une leçon majeure des entretiens avec son homologue allemand, Peter Altmaier: le sauvetage de la compagnie d'aviation Swiss se décidera à Berlin. Quoi qu'en pensent le gouvernement et le parlement helvétiques, sans oublier les 10'360 collaborateurs de la filiale du groupe Lufthansa (chiffres de 2019). Bref rappel: entre les lundi 4 et mardi 5 mai, les Chambres fédérales ont approuvé des garanties à hauteur de 1,275 milliard de francs pour des prêts, notamment au bénéfice de Swiss, conformément à la demande du gouvernement. Ce dispositif a rapidement pris le nom de plan de sauvetage de Swiss International Air Lines.

Aujourd'hui, il est remis en cause. Principal actionnaire de Lufthansa depuis quelques jours, l'État allemand doit en effet étudier, valider ou invalider, désormais, les soutiens financiers accordés par les pays où les filiales du groupe sont domiciliées: il s'agit évidemment de Swiss en Suisse, mais aussi de Brussels Airlines en Belgique ou d'Austrian Airlines en Autriche. Du coup, le verdict de Berlin requiert le temps de l'analyse et de la décision. Rien de tel pour accroître les angoisses de ce côté-ci du Rhin! «Attendre, dans le contexte actuel? Mais il n'y a rien de plus difficile pour une compagnie d'aviation comme Swiss et donc pour tout le pays!» fulmine Thomas Hurter, président d'Aerosuisse (association faîtière de l'aviation civile). Ce conseiller national schaffhousois UDC estime que «pour que ce transporteur reste un des plus précieux actifs du groupe Lufthansa et qu'il garde ses atouts les plus compétitifs, il doit disposer de liquidités.

C'est avant tout une nécessité pour que Swiss puisse rétablir son offre en long-courriers, la part la plus profitable de ses activités.» Mais dans quel délai le Wirtschaftsstabilisierungsfonds, organe compétent du Ministère fédéral allemand de l'économie et de l'énergie, prendra-t-il sa décision sur le plan de sauvetage de Swiss? «Bientôt», estimait lundi soir Guy Parmelin. En fait, l'épreuve de patience risque de se révéler hautement douloureuse, du fait même de son issue la plus probable. Nombre d'observateurs estiment en effet que la Commission européenne n'acceptera pas de suppléments aux 9 milliards d'euros du plan de sauvetage déjà accordé à Lufthansa Group par les autorités allemandes. D'où qu'ils viennent! De Suisse, d'Autriche ou d'ailleurs! Si cela se confirme, le plan de sauvetage pour Swiss, conçu à Berne et prêt à être signé par les intéressés depuis plusieurs semaines, finirait aux oubliettes.

Philippe Rodrik.